

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
- - - - -  
COMMISSARIAT A LA SECURITE  
ALIMENTAIRE  
- - - - -



REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi  
- - - - -



**BILAN 2025**  
**DU PLAN NATIONAL DE REponses DU DISPOSITIF**  
**NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE DU MALI**



Commissariat à la  
Sécurité Alimentaire

Mars  
2026

## TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX.....	3
SIGLES ET ACRONYMES.....	4
<b>I. RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>6</b>
<b>II. INTRODUCTION .....</b>	<b>10</b>
<b>III. RAPPEL SUCCINCT DES OBJECTIFS DE LA POLNSAN .....</b>	<b>10</b>
3.1 OBJECTIF GLOBAL .....	10
3.2 OBJECTIFS SPECIFIQUES.....	10
<b>IV. PRESENTATION DU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (DNSA) : .....</b>	<b>11</b>
4.1 LES ORGANES DECISIONNELS AU NIVEAU NATIONAL : .....	11
4.2 LES ORGANES DECISIONNELS AU NIVEAU REGIONAL ET SUBREGIONAL : .....	11
4.3 LES STRUCTURES OPERATIONNELLES DU DNSA : .....	12
4.4 LES MOYENS D'INTERVENTION DU DNSA : .....	12
4.5 PRESENTATION DU CADRE DE RESULTATS DU DNSA : .....	13
<b>V. RAPPEL DES RESULTATS DE L'ANALYSE DE LA VULNERABILITÉ .....</b>	<b>14</b>
<b>VI. RAPPEL DES OBJECTIFS OPERATIONNELS DU PNR/DNSA .....</b>	<b>15</b>
6.1 OBJECTIF OPERATIONNEL DU PNR : .....	15
6.1.1 Objectif global : .....	15
6.1.2 Les objectifs spécifiques : .....	16
<b>VII. BILAN TECHNIQUE DU PLAN NATIONAL DE REPONSES.....</b>	<b>16</b>
7.1 ASSISTANCE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE (AAN) : .....	16
7.2 RENFORCEMENT DES MOYENS D'EXISTENCE : .....	17
7.3 ACTIONS DE DISTRIBUTION GRATUITE : .....	18
7.3.1 Le ciblage : .....	18
7.3.2 Le transport et la logistique : .....	18
7.3.3 La distribution : .....	19
7.3.4 La Communication : .....	23
7.3.5 La Gouvernance de la réponse : .....	23
7.3.6 Le Suivi-évaluation : .....	24
<b>VIII. SITUATION FINANCIERE .....</b>	<b>26</b>
<b>IX. PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES, LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>27</b>
9.1 PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES : .....	27
9.2 LEÇONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES : .....	28
9.3 RECOMMANDATIONS : .....	28
<b>X. CONCLUSION : .....</b>	<b>28</b>

## LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: ESTIMATION DE LA POPULATION EN INSECURITE ALIMENTAIRE PAR LE CH DE NOVEMBRE 2024 (PERIODE PROJETEE JUIN-AOUT 2025) .....	14
TABLEAU 2: REALISATIONS EN ASSISTANCE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE (AAN) .....	16
TABLEAU 3: NIVEAU DE REALISATION DU RENFORCEMENT DES MOYENS D'EXISTENCE .....	17
TABLEAU 4: QUANTITES DISTRIBUEES PAR REGION ET LE DISTRICT DE BAMAKO .....	19
TABLEAU 5: SITUATION DES APPUIS DE LA DNPIA AUX ELEVEURS EN 2025 .....	20
TABLEAU 6: SITUATION DES APPUIS DE LA DNP EN FOURNITURE D'INTRANTS ET D'EQUIPEMENTS PISCICOLES AUX PRODUCTEURS .....	21
TABLEAU 7: SITUATION DES PLACEMENTS DES SEMENCES PAR REGION EFFECTUES PAR LE PUPSAN .....	21
TABLEAU 8: SITUATION DES APPUIS DE LA FAO AUX POPULATIONS VULNERABLES EN 2025 .....	22
TABLEAU 9: REALISATION DES ACTIVITES DE SUIVI-EVALUATION .....	24
TABLEAU 10: ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE DES ACTIVITES FINANCEES PAR LE BUDGET D'ETAT AU 31/12/2025 (CHIFFRES EN FCFA).....	26
TABLEAU 11: ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE DES ACTIVITES FINANCEES PAR LE PBVE AU 31/12/2025 .....	27

## SIGLES ET ACRONYMES

<b>AAN</b>	Assistance Alimentaire et Nutritionnelle
<b>AGR</b>	Activités Génératrices de Revenus
<b>AVASAN</b>	Agence de Veille et d'Alerte en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
<b>BSFP</b>	Programme de distribution d'aliments complémentaires
<b>CCSA</b>	Comité Communal de Sécurité Alimentaire
<b>CCSPPSA</b>	Comité de Coordination et de Suivi des Politiques et Programmes de Sécurité Alimentaire
<b>CLSA</b>	Comité Local de Sécurité Alimentaire
<b>CMC</b>	Commission Mixte de Concertation
<b>CNA</b>	Comité National d'Analyse
<b>CNSA</b>	Conseil National de Sécurité Alimentaire
<b>CREDD</b>	Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable
<b>CRSA</b>	Comité Régional de Sécurité Alimentaire
<b>CSA</b>	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
<b>CT</b>	Comité Technique
<b>DAG</b>	Distribution Alimentaire Gratuite
<b>DNP</b>	Direction Nationale de la Pêche
<b>DNPIA</b>	Direction Nationale des Productions et des Industries Animales
<b>DNSA</b>	Dispositif National de Sécurité Alimentaire
<b>ENSAN</b>	Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
<b>FAM</b>	Facilité Alimentaire Malienne
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FCC</b>	Fonds de Commun de Contrepartie ou fonds de fonctionnement des structures
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FCP</b>	Fonds Commun des Partenaires
<b>FEFA</b>	Femmes Enceintes /Femmes Allaitants
<b>FSA</b>	Fonds de Sécurité Alimentaire
<b>GPS</b>	Global Positioning System
<b>IRP</b>	Paquet intégré de Résilience
<b>ISAN</b>	Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle
<b>JNJ</b>	Jègè Ni Jaba
<b>MA</b>	Ministère de l'Agriculture
<b>MAM</b>	Malnutrition Aigüe Modérée
<b>MAS</b>	Malnutrition Aigüe Sévère
<b>OA</b>	Outcome Analysis
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>ONG</b>	Organisations Non Gouvernementales
<b>OPAM</b>	Office des Produits Agricoles du Mali
<b>ORTM</b>	Office de Radiodiffusion Télévision du Mali
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PBVE</b>	Projet Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement
<b>PDI</b>	Personnes Déplacées internes
<b>PNR</b>	Plan National de Réponses

<b>PO</b>	Plan Opérationnel
<b>PoINSAN</b>	Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
<b>PRTD</b>	Projet de Restauration des Terres Dégradées
<b>PUPSAN</b>	Projet d'Urgence de Production et Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
<b>RSU</b>	Registre Social Unifié
<b>SAMS</b>	Soutien aux Marchés Agricoles des Petits Exploitants
<b>SIE</b>	Stock d'Intervention de l'Etat
<b>SNEDD</b>	Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable.
<b>SNS</b>	Stock National de Sécurité
<b>STF</b>	Secrétariat Technique et Financier
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

## I. RESUME EXECUTIF

La mise en œuvre du Plan national de Réponses (PNR) 2025 s'est déroulée dans un contexte difficile marqué par la persistance de l'insécurité civile, qui continue de causer des déplacements inhabituels des populations, des enlèvements de bétail et des perturbations des circuits commerciaux. Aussi, les attaques des groupes armés terroristes, perpétrées contre les sources d'approvisionnement en carburant dans plusieurs régions du pays, constituent une menace majeure sur la réussite complète de la campagne agricole, avec les risques d'affecter tous les secteurs de la vie socio-économique du pays et particulièrement les opérations de récolte, de transformation et de commercialisation des produits agricoles.

En vue d'une mise en œuvre efficiente du Plan national de Réponses 2025 et conformément aux objectifs de la Politique nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, le Ministre, Commissaire à la Sécurité Alimentaire a donné des orientations axées sur les recommandations prioritaires issues de l'évaluation du Cadre Harmonisé (CH) et en cohérence avec les engagements du Gouvernement.

L'exercice du Cadre Harmonisé de novembre 2024 a identifié **1 470 114** personnes en insécurité alimentaire (phase 3 à pire) contre **1 372 224** personnes en novembre 2023, soit une augmentation de 7,13% ; par rapport à la moyenne des cinq dernières années qui est de **1 450 116** personnes, soit une augmentation de 1,40%.

L'hivernage 2025 a été marquée par des séquences sèches et variables selon les zones agricoles, malgré les pluies précoces enregistrées dès le mois de mai dans certaines régions du sud. Les pluies ont été régulières et bien réparties dans le temps et dans l'espace, créant des conditions favorables à la poursuite normale des opérations de semis et d'entretien des cultures dans l'ensemble des zones agricoles du pays. Les pluies ont même été parfois très abondantes au point d'entraîner des inondations par endroits.

Aux termes de l'exécution du PNR 2025, les principaux résultats atteints sont les suivants :

### **Au titre de l'assistance alimentaire :**

- **1 440 712** personnes ont bénéficié d'une Distribution Alimentaire Gratuite (DAG) par l'Etat sur **1 470 114** personnes identifiées de la phase 3 à pire, **soit 98 %** de la cible. Les quantités distribuées portent sur **18 689** tonnes de céréales sur une prévision de **18 960** tonnes, soit **98,57 %**.
- **6 000** ménages ont bénéficié de la vente de **300 tonnes** de céréales à prix social dans le cadre du mécanisme de facilité alimentaire malienne dans les six communes de Bamako.

- **3 740** tonnes de céréales ont été distribuées pour répondre aux multiples sollicitations des personnes vulnérables affectées par l'insécurité alimentaire (Personnes Déplacées Internes-PDI, réfugiées, inondées).
- **2 300 tonnes** de céréales ont été acquises avec un don en numéraire d'un montant de 1 127 990 370 FCFA de la République Populaire de Chine dans le cadre du renforcement de l'aide alimentaire.
- S'agissant des partenaires techniques et financiers, la FAO a assisté 22 050 personnes sous forme de transferts monétaires et le PAM, à travers l'assistance alimentaire, a apporté un appui à 660 000 personnes.

#### **Au titre de l'assistance Nutritionnelle :**

- **233 854** enfants de 6 à 59 mois atteints de Malnutrition Aigüe Modérée (MAM) ont été admis et traités sur une **prévision de 1 159 454**, soit 20% ;
- **179 928** enfants de 0 à 59 mois souffrant de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) ont été admis et traités sur une prévision de 424 532, soit 42% ;
- **38 141** Femmes Enceintes et/ou Femmes Allaitants (FEFA) malnutris ont été admises et traitées sur une prévision de 85 170 soit 45%.

#### **En matière de renforcement des moyens d'existence :**

##### **Les réalisations du CSA sont les suivantes :**

- Sur financement du Budget National, 107,14 tonnes d'aliments poisson ont été acquises et distribuées sur une prévision de 200, 89 tonnes, soit un taux de réalisation de 53%.
- Sur financement du PBVE, 9 sites sur une prévision de 10 ont été aménagés en infrastructures hydro-agricoles, de stockage et de traitement. Ils couvrent chacun une superficie de 120 hectares clôturée en grillage. Chaque site est doté de 4 forages équipés, 2 châteaux d'eau de 20 m<sup>3</sup>, 45 bornes d'arrosage, 16 bassins de réception d'eau, 1 périmètre maraîcher de 5 hectares et 1 loge technique ;
- Sur financement du PBVE, 1201 hectares de terres dégradées sur 1230 ont été restaurées à travers l'enrichissement en gommiers et la réalisation de demi-lunes, soit un taux de réalisation de 97,64%.
- Sur financement du PBVE, 13 coopératives sur 23 ont été appuyées en kits d'intrants agricoles et petits matériels de travail, soit un taux de réalisation de 56,52%.

**Les réalisations des autres services publics sont les suivantes :**

**□ Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) :**

Les réalisations sont les suivantes :

- **20 477** tonnes de tourteaux ont été distribuées aux organisations faitières des filières bétail-viande, lait et bœufs ;
- **70** tonnes d'aliment bétail ont été distribuées dans les cercles de Ménaka, Anderamboukane, Inékare et Tidèrmene dans la région de Ménaka.

**□ Direction Nationale de la Pêche (DNP) :**

Les réalisations sont les suivantes :

- **1 920,032** tonnes d'aliments poisson flottant importés ont été distribuées dont 98,68% financé par le Projet de Restauration des Terres Dégradées (PRTD), 0,78% sur le Budget de l'Etat et 0,54% par le Projet ACTION ;
- **10** Bacs hors sol de 10 m<sup>3</sup> et 20 GPS ont été remis aux piscicultures ;
- **1 869 362** alevins ont été distribués aux producteurs dont 97,75% financé par le PRTD, **1,18%** par le Projet ACTION et 1,07% par le projet « jègè ni jaba-JNJ ».

**□ Projet d'Urgence de Production et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PUPSAN) :**

Le PUPSAN a renforcé les producteurs avec 797,14 tonnes de semences (maïs, tomate, pomme de terre, riz et blé) à travers les structures techniques de l'Etat.

**Les réalisations des partenaires techniques et financiers sont les suivantes :**

- la FAO a renforcé les moyens d'existence de 9 150 personnes à travers des interventions d'urgence dans le domaine agricole. Les appuis comprennent des semences maraîchères, des outils de travail et de l'engrais organique.  
Aussi, 12 900 personnes ont été dotés en kits d'élevage, incluant de l'aliment pour le bétail et des produits de traitement vétérinaire.  
Les interventions ont également porté sur la réalisation d'un périmètre maraîcher de 2 hectares à Gao ainsi que la construction d'un forage pastoral à Tombouctou.
- Le PAM a renforcé les moyens d'existence de 200 000 personnes dans le cadre du paquet intégré de résilience (IRP).
- En outre, 9 300 personnes ont été appuyées à travers les activités SAMS (Soutien aux Marchés Agricoles des Petits Exploitants) et 7 000 à travers les activités génératrices de revenus (AGR).

La mise en œuvre du PNR a été facilitée par une meilleure utilisation du dispositif de suivi-évaluation grâce au partage des outils avec les partenaires d'exécution sur le terrain.

Au titre du Budget d'Etat, les dépenses relatives à la mise en œuvre du PNR 2025 s'élèvent à la somme de **16 567 484 772 FCFA contre une prévision de ressources de 21 524 710 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 76,97 %.**

**Les principales difficultés rencontrées sont entre autres :**

- l'insuffisance des ressources financières (Etat et ses partenaires) a limité la couverture convenable des réponses ;
- l'inaccessibilité de certaines zones due à l'enclavement et/ou à l'insécurité ;
- la perturbation des circuits d'approvisionnement du carburant depuis septembre 2025.

**En ce qui concerne les leçons apprises et les bonnes pratiques :**

- la forte implication des autorités régionales et subrégionales et des forces armées maliennes a permis une meilleure identification des cibles, l'acheminement des vivres et un appui ponctuel à certaines couches spécifiques en nécessité ;
- la planification conjointe a permis à l'ensemble des acteurs d'être au même niveau d'information dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PNR ;
- la diversification des modalités de l'assistance alimentaire à travers le recours à la facilité alimentaire a permis d'améliorer la réponse ;
- la mobilisation et l'entraide des communautés ont permis de renforcer la cohésion sociale et le vivre ensemble.

**Au titre des recommandations, les principales sont les suivantes :**

- effectuer un plaidoyer constant pour la mobilisation des ressources financières nécessaires en vue d'assurer les interventions ;
- renforcer les moyens d'existence et de relèvement des populations sous pression ;
- poursuivre et renforcer le mécanisme d'assurance risque saisonnier au profit des populations en cas d'aléas (sécheresse, inondation, autres chocs) ;
- élargir les opérations de vente à prix social aux régions ;
- finaliser le processus d'utilisation du Registre social unifié (RSU) pour le ciblage conjoint.

## II. INTRODUCTION

La mise en œuvre du PNR 2025 s'est déroulée dans un contexte difficile marqué par la persistance de l'insécurité civile dans certaines zones du Centre et du Nord du pays, entraînant des déplacements inhabituels de populations, des enlèvements de bétail et des dysfonctionnements des circuits commerciaux, notamment la pénurie de carburant observée dans plusieurs régions du pays depuis septembre 2025.

Le présent bilan fait le point de l'état d'exécution des activités du DNSA et s'articule autour des axes suivants :

- le rappel succinct des objectifs de la Politique Nationale de Sécurité alimentaire et nutritionnelle (PoINSAN) ;
- la présentation du dispositif national de sécurité alimentaire (DNSA) ;
- la présentation du cadre de résultats du DNSA ;
- les résultats de l'analyse de la vulnérabilité ;
- les objectifs opérationnels du PNR ;
- le bilan technique de la mise en œuvre du PNR 2025 ;
- le bilan de l'exécution financière.

## III. RAPPEL SUCCINCT DES OBJECTIFS DE LA PoINSAN

### 3.1 Objectif global

L'objectif global de la PoINSAN est d'assurer la sécurité alimentaire de la population malienne, améliorer l'état nutritionnel des couches les plus vulnérables et leurs capacités de résilience dans le cadre de la perspective du CREDD d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) du Mali d'ici 2030.

Cet objectif s'aligne également sur la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable (SNEDD 2024-2033) de la vision Mali « Mali Kura gneetasira ka ben san 2063 ma ».

### 3.2 Objectifs spécifiques

**Les objectifs spécifiques de la PoINSAN sont :**

- augmenter de façon durable les disponibilités alimentaires pour répondre à la demande alimentaire des populations maliennes ;
- renforcer les capacités de prévention des chocs et des crises, de réduction-atténuation de leurs effets sur les populations vulnérables et de relèvement ;
- améliorer l'accessibilité physique et économique des aliments aux populations, notamment aux populations vulnérables et indigent ;

- améliorer l'état nutritionnel des populations, particulièrement celui des couches vulnérables ;
- renforcer la gouvernance institutionnelle et financière en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

#### **IV. PRESENTATION DU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (DNSA) :**

Le Dispositif National de Sécurité Alimentaire (DNSA) est régi par le Décret n° 2017-0260/P-RM du 13 Mars 2017 fixant le Cadre Institutionnel de Gestion de la Sécurité Alimentaire.

Le Dispositif National de Sécurité Alimentaire a pour objectif principal de réaliser la coordination entre les acteurs et d'assurer la cohérence des actions dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les interventions du DNSA portent sur deux dimensions :

- une dimension conjoncturelle qui requiert la mise en œuvre d'actions d'urgence de prévention et de gestion des crises alimentaires ;
- une dimension structurelle nécessitant l'adoption et la mise en œuvre d'actions durables en vue de combattre la faim et de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur l'ensemble du territoire national.

Le DNSA est organisé d'une part en organes décisionnels de niveau national, régional et subrégional, et d'autre part, en structures opérationnelles.

##### **4.1 Les Organes décisionnels au Niveau National :**

Ils sont constitués de :

- Conseil National de Sécurité Alimentaire (CNSA) ;
- Comité de Coordination et de Suivi des Politiques et Programmes de Sécurité Alimentaire (CCSPPSA) ;
- Commission Mixte de Concertation (CMC) ;
- Comité Technique (CT) ;
- Secrétariat Technique et Financier (STF).

##### **4.2 Les Organes décisionnels au niveau Régional et Subrégional :**

Ils sont constitués de :

- Comité Régional de Sécurité Alimentaire ;
- Comité Local de Sécurité Alimentaire ;
- Comité Communal de Sécurité Alimentaire.

### 4.3 Les Structures opérationnelles du DNSA :

Les structures opérationnelles du DNSA concourent à l'élaboration et à la mise en œuvre de la Politique National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle. Elles sont constituées des structures dont les attributions et les règles d'organisation et de fonctionnement sont fixées par des textes spécifiques. Il s'agit de :

- Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) ;
- Agence de Veille et d'Alerte en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AVASAN) issue de la fusion du Système d'Alerte Précoce (SAP) et de l'Observatoire des Marchés Agricoles (OMA).
- Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM).

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) assure la Coordination du DNSA.

### 4.4 Les Moyens d'intervention du DNSA :

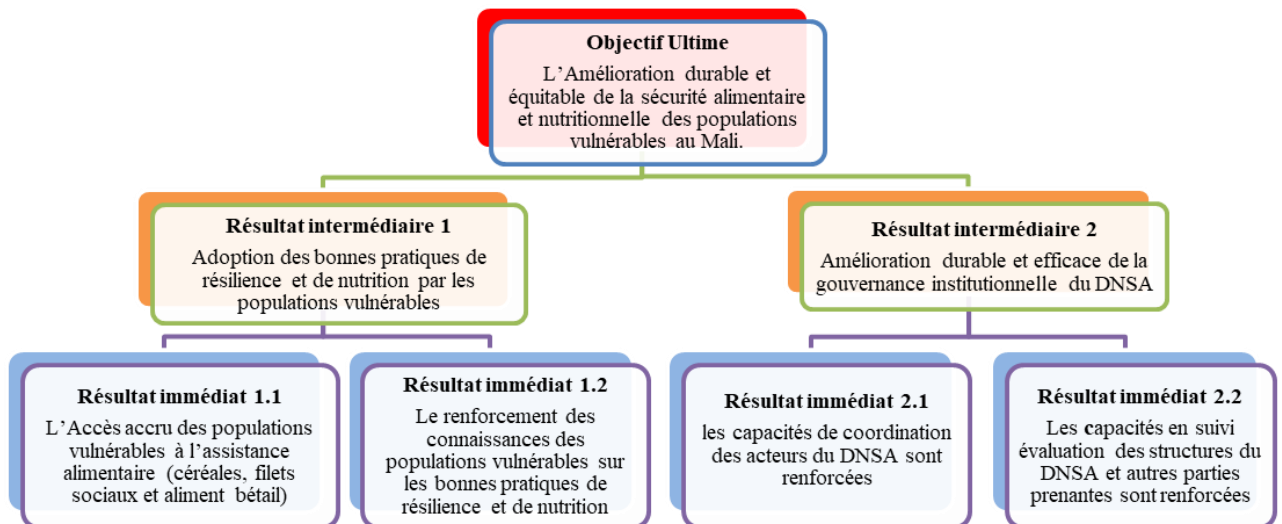
Ce sont :

- **Le Stock National de Sécurité (SNS)** constitué d'une quantité déterminée de produits alimentaires, principalement du mil et du sorgho mis en réserve à l'effet de faire face aux besoins alimentaires et nutritionnels des populations en cas de crises alimentaires ou de calamités naturelles affectant celles-ci.
- **Le Stock d'Intervention de l'Etat (SIE)** constitué d'une quantité déterminée de denrées alimentaires, en particulier de riz local, qui complète le SNS. Il peut être utilisé pour procéder à des ventes institutionnelles ou pour soutenir toutes actions entreprises par le gouvernement au profit des populations vulnérables.
- **Le Fonds de Sécurité Alimentaire (FSA)** est une réserve financière alimentée par une participation conjointe de l'Etat malien et de ses Partenaires Techniques et Financiers. Les ressources du Fonds sont placées en dépôt à terme dans les institutions bancaires.
- **Le Fonds Commun des Partenaires (FCP)** est constitué de ressources provenant des contributions directes des partenaires Techniques et Financiers du Mali et des produits de la monétisation de certaines aides alimentaires. Il est destiné à soutenir les ménages lors des crises modérées. Ce fonds est ouvert à tous les partenaires et gérés sous le contrôle de la Commission Mixte de Concertation.
- **Le Budget de Fonctionnement du Dispositif** est issu des dotations financières inscrites au budget de l'Etat et des contributions des Partenaires Techniques et Financiers.

#### 4.5 Présentation du cadre de résultats du DNSA :

La planification des activités a été faite suivant la Gestion Axée sur les Résultats (GAR). Cela a abouti à la formulation d'un objectif ultime, de deux résultats intermédiaires et de quatre résultats immédiats tel qu'il ressort du schéma ci-dessous

Figure n°1 : Cadre de résultats du DNSA



## V. RAPPEL DES RESULTATS DE L'ANALYSE DE LA VULNERABILITÉ

**Tableau 1: Estimation de la population en insécurité alimentaire par le CH de Novembre 2024 (Période projetée Juin-août 2025)**

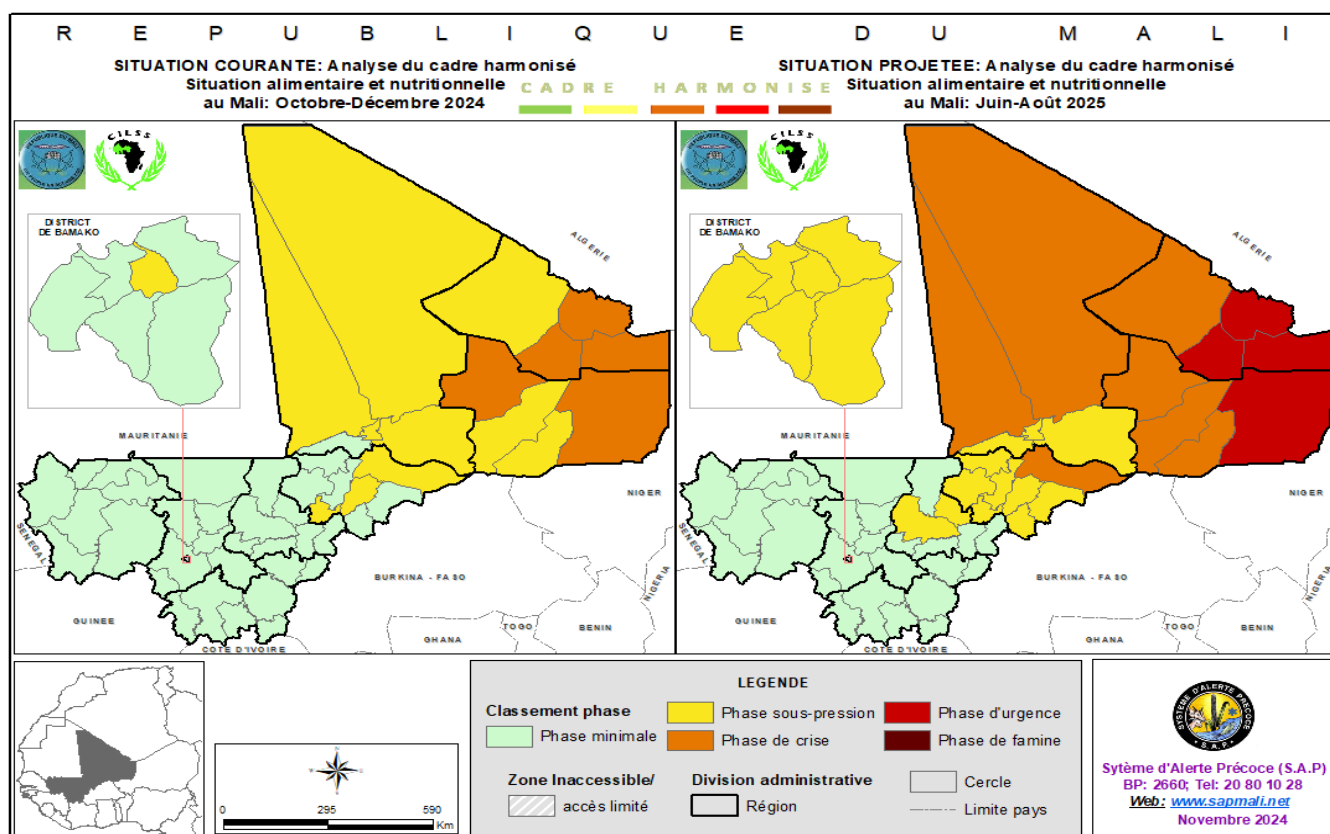
Estimation de population en insécurité alimentaire en juin-août 2025							
REGION	Population totale	Population totale en Phase 1	Population totale en Phase 2	Population totale en Phase 3	Population totale en Phase 4	Population totale en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Kayes	3 227 309	2 749 462	417 113	60 734	0	0	60 734
Koulikoro	3 920 963	3 396 647	414 478	109 837	0	0	109 837
Sikasso	4 278 837	3 700 243	448 111	130 484	0	0	130 484
Segou	3 785 372	3 051 156	521 892	212 324	0	0	212 324
Mopti	3 296 261	2 132 346	821 618	334 312	7 985	0	342 297
Tombouctou	1 057 627	574 208	332 713	126 070	24 635	0	150 705
Taoudenni	34 743	22 583	8 686	2 779	695	0	3 474
Gao	877 894	310 129	312 405	211 743	43 617	0	255 360
Kidal	109 657	17 443	35 345	32 859	24 010	0	56 869
Bamako	2 930 661	2 060 415	722 215	148 030	0	0	148 030
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>23 519 325</b>	<b>18 014 633</b>	<b>4 034 577</b>	<b>1 369 173</b>	<b>100 941</b>	<b>0</b>	<b>1 470 114</b>

### Commentaires :

Selon les résultats définitifs de l'exercice du Cadre Harmonisé de novembre 2024, pour la période projetée de la soudure (juin-août 2025), **1 470 114 personnes**, soit **6,25 %** de la population totale du pays, étaient classées en **phase 3 et plus**, dont **100 941 personnes (0,43 %)** en **phase Urgence** et **1 369 173 personnes (5,82 %)** en **phase Crise**. Les personnes en phases crise et urgence devraient bénéficier d'une assistance alimentaire et de transfert monétaire tandis que celles en phase 2 d'actions de résilience.

La figure n°2 retrace la carte des personnes vulnérables par localité.

Figure n°2 : Cartes de communication du CH Novembre 2024



### Commentaires :

En situation projetée de juin à août 2025 : 04 zones étaient en phase urgence (Ménaka, Kidal, Abeïbara et Tin Essako), 07 zones en phase crise (Douentza, Gao, Tombouctou, Goundam, Ansongo, Bourem et Tessalit) ; 19 zones en phase sous pression (Ségou, Macina, Mopti, Bandiagara, Bankass, Djenné, Koro, Ténenkou, Youwarou, Diré, Gourma Rharous, Niafunké, Taoudenni et toutes les 06 Communes du District de Bamako) et 26 zones étaient en phase minimale.

Les situations d'Urgence et de Crise étaient principalement liées à l'insécurité persistante, aux conflits intercommunautaires, aux déplacements inhabituels des populations ainsi qu'aux perturbations des activités socio-économiques, entraînant une dégradation des moyens d'existence.

## VI. RAPPEL DES OBJECTIFS OPERATIONNELS DU PNR/DNSA

### 6.1 Objectif opérationnel du PNR :

#### 6.1.1 Objectif global :

L'objectif global du Plan est de répondre aux difficultés alimentaires saisonnières et d'améliorer les conditions de vie des populations en état d'insécurité alimentaire et nutritionnel sur l'ensemble du territoire.

### 6.1.2 Les objectifs spécifiques :

Il s'agit de :

- ❖ Répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats des populations vulnérables ;
- ❖ Renforcer les moyens d'existence des populations à travers des activités de relèvement et de résilience ;
- ❖ Améliorer la disponibilité et l'accès en aliments pour le bétail dans les zones en déficit fourrager, notamment dans les régions du Nord et le Sahel Occidental ;
- ❖ Renforcer le dispositif d'évaluation et de suivi de la vulnérabilité des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle.

## VII. BILAN TECHNIQUE DU PLAN NATIONAL DE REPONSES

### 7.1 Assistance Alimentaire et Nutritionnelle (AAN) :

Tableau 2: Réalisations en assistance alimentaire et nutritionnelle (AAN)

N°	Nature de la réponse	Unités/ Indicateurs	Prévisions	Réalisations	%	Observations
1.	Distribution alimentaire gratuite	Tonnes	18 960	18 689	98,57	
2.	Facilité alimentaire Malienne (vente à prix social)	Montant (FCFA)	1 000 000 000	907 712 530	91	L'insécurité et les difficultés d'approvisionnement en carburant n'ont pas permis de couvrir toutes les régions prévues.
3.	DAG ponctuelles	Tonnes	3 740	3 740	100	
4.	Enfants atteints de MAM (6 à 59 mois) admis et traités	Nombre d'enfants	1 159 454	233 854	20	Le faible taux de réalisation s'explique principalement par l'insuffisance des intrants de traitement MAM Source : DHIS2
5.	Enfants atteints de MAS (0 à 59 mois) admis et traités	Nombre d'enfants	424 532	179	8 42	Le taux de réalisation de 42 % des MAS peut s'expliquer par plusieurs facteurs combinés au nombre desquels nous pouvons citer : (1) l'insuffisance dans le dépistage passif systématique lors de la consultation curative,

N°	Nature de la réponse	Unités/ Indicateurs	Prévisions	Réalisations	%	Observations
						(ii) les ruptures ponctuelles ou retards d'approvisionnement en intrants thérapeutiques (ATPE) dans certaines zones Source : DHIS2
6.	FEFA malnutris admises et traitées	Nombre FEFA	85 170	38 141	45	Le taux de réalisation de 45 % s'explique par plusieurs facteurs : (i) l'insuffisance dans le dépistage passif systématique lors de la consultation curative ; (ii) une fréquentation limitée des services de santé par les femmes enceintes et allaitants. Source : DHIS2

## 7.2 Renforcement des moyens d'existence :

**Tableau 3: Niveau de réalisation du renforcement des moyens d'existence**

N°	Nature de la réponse	Unités/ Indicateurs	Prév.	Réal.	%	Observations
1.	Distribution Gratuite d'aliments poisson	Tonnes	200,89	107.14	53	La livraison des 93,75 tonnes est attendue avant la fin du mois d'avril.
2.	Poursuite de l'aménagement des 10 sites en infrastructure hydro-agricole, de stockage et de traitement	Nombre de sites	10	9	90	Le site de Sero (cercle de Kayes) a été retiré du programme à cause du manque d'eau.
3.	Poursuite de la restauration de terres dégradées	Hectare	1 230	1180	96	Les aménagements réalisés sont les mesures de Lutte Anti Erosive (LAE) et la plantation des gommiers à travers le Projet PBVE.
4.	Appui aux coopératives en kit d'intrants agricoles et petits matériels	Nombre de coopératives	23	13	56.52	Le processus de mise en place se poursuit.

N°	Nature de la réponse	Unités/ Indicateurs	Prév.	Réal.	%	Observations
	de travail dans les zones d'intervention du projet PBVE					

### 7.3 Actions de distribution gratuite :

#### 7.3.1 Le ciblage :

Le ciblage a été réalisé dans les communes à risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle identifiées par l'Agence de Veille et d'Alerte en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AVASAN) sur la base des résultats désagrégés du Cadre Harmonisé. Cette démarche a permis de déterminer le nombre de bénéficiaires par commune. Elle assure la cohérence entre la liste des communes ciblées et la liste finale des bénéficiaires de l'assistance alimentaire.

Le ciblage s'est déroulé en cinq étapes :

1. la prise de contact des ONG partenaires avec les autorités administratives régionales, locales et communales avant le démarrage des activités de ciblage ;
2. l'information, la sensibilisation et la responsabilisation des collectivités territoriales et des populations communales ;
3. la préparation et l'organisation de l'identification des ménages bénéficiaires ;
4. la validation et la diffusion des listes des personnes et des ménages bénéficiaires ;
5. le rapportage.

Les ONG partenaires ont signé 59 contrats avec le CSA pour mener l'opération de ciblage conformément aux indications du guide méthodologique de ciblage.

L'opération de ciblage a couvert l'ensemble des communes concernées et a permis l'obtention d'une liste nominative des bénéficiaires.

#### 7.3.2 Le transport et la logistique :

Le transport des céréales a été assuré par **73** transporteurs sélectionnés pour toutes les régions et le District de Bamako. L'acheminement a été fait depuis les stocks régionaux de l'OPAM jusqu'au niveau des communes ciblées.

Les déchargements au niveau des communes se déroulent en présence des autorités communales afin de s'assurer de la quantité et de la qualité des céréales livrées. Ensuite, les bons de livraison sont visés par le maire ou son représentant et un PV est établi.

Sur une prévision de **18 960 tonnes**, **18 689 tonnes** ont été transportées et distribuées gratuitement par le CSA sur l'ensemble du territoire selon le tableau n°5 ci-dessous.

### 7.3.3 La distribution :

La distribution physique de l'aide alimentaire aux populations vulnérables est l'étape finale du processus de mise en œuvre des DAG. Cette opération est menée par l'ensemble des parties prenantes à savoir : (i) les bénéficiaires, (ii) le comité villageois, (iii) l'ONG partenaire du CSA et (iv) le comité communal de Sécurité Alimentaire.

Les différentes parties prenantes de la distribution procèdent, d'abord, par regrouper les communautés bénéficiaires au niveau d'un village ou d'un site de distribution, avant qu'une commission soit mise en place pour assurer le travail à la chaîne permettant le bon déroulement des opérations.

La supervision et le suivi des opérations de distribution sont confiés à l'administration et aux collectivités alors que le rapportage est assuré par les ONG partenaires.

**Tableau 4: Quantités distribuées par région et le District de Bamako**

Régions	Population Totale	Pop concernée	Nombre ménages	Prévision DAG2025 (en tonne)	Quantité livrée (en tonne)	Taux
KAYES	1 813 705	39 448	6 575	329	329	100
NIORO DU SAHEL	713 412	14 269	2 378	119	13	11
KITA	700 190	7 002	1 167	58	58	100
KOULIKORO	2 087 785	41 616	6 936	347	347	100
DIOILA	791 502	39 574	6 596	329	329	100
NARA	391 600	19 832	3 305	165	0	0
SIKASSO	1 583 849	27 748	4 625	230	230	100
BOUGOUNI	1 574 170	64 075	10 679	536	536	100
KOUTIALA	1 314 665	50 354	8 392	603	603	100
SEGOU	2 806 833	184 654	30 776	2 368	2 368	100
SAN	991 085	37 124	6 187	619	619	100
MOPTI	1 328 992	129 423	21 571	1 759	1 759	100
BANDIAGARA	1 523 019	151 514	25 252	2 526	2 526	100
DOUMENTZA	399 242	59 886	9 981	998	998	100
TOMBOUCTOU	1 057 628	141 729	23 622	2 112	2 112	100
GAO	789 739	220 666	36 778	3 678	3 678	100
KIDAL	109 657	36 864	6 144	297	297	100
MENAKA	88 155	44 535	7 422	393	393	100
TAOUDENNI	34 743	4 775	796	200	200	100
DISTRICT DE BKO	3 419 354	155 025	25 838	1 294	1 294	100
<b>TOTAL</b>	<b>23 519 325</b>	<b>1 470 114</b>	<b>245 019</b>	<b>18 960</b>	<b>18 689</b>	<b>98,57</b>

Source : CSA

**Commentaire :** Sur une prévision de **18 960** Tonnes de céréales, **18 689 Tonnes** ont été distribuées, soit un taux de **98,57%**.

Toutefois, les difficultés de distributions ont été observées dans certaines localités :

- 106 tonnes non encore livrées dans la région de Nioro du Sahel ;
- 165 tonnes non encore livrées dans la région de Nara.

**Les réalisations des autres services publics (DNPIA, DNP et PUPSAN) dans le cadre du renforcement des moyens d'existence** sont retracées dans les tableaux N°5, 6 et 7 ci-dessous.

**Tableau 5: Situation des appuis de la DNPIA aux éleveurs en 2025**

N°	Nature de la réponse	Unités/ Indicateurs	Prév.	Réal.	%	Observations
1.	Distribution des tourteaux issues de la trituration de graines de coton	Tonnes	-	20 477	-	La distribution de 20 477 tonnes de tourteaux issues de la trituration de 21 600 tonnes de graines de coton s'inscrit dans le respect des instructions du Président de la Transition relatives à l'octroi de 10% de graines de coton issues de l'égrainage de la production nationale aux éleveurs.
2.	Distribution d'aliment bétail	Tonnes	-	70	-	Les 70 tonnes ont été distribuées dans les cercles de Ménaka, Anderamboukane, Inékare et Tidèrmene dans la région de Ménaka.
3.	Dotation en stock initial d'aliment bétail.	Tonnes	-	68	-	Les 68 tonnes ont été distribuées dans les régions de Kayes et de Nioro.

Source : DNPIA

**Tableau 6: Situation des appuis de la DNP en fourniture d'intrants et d'équipements piscicoles aux producteurs**

Catégorie	Quantité/Nombre	Nombre de bénéficiaires	Etat/Partenaires
Alevins (nombre)	20 000	50 producteurs	JNJ
	1 827 362	184 producteurs	PRTD
	22 000	7 villages	Projet ACTION MANDE
Aliments poisson flottant importé (tonne)	1894,732	184 producteurs	PRTD
	15	20	Etat
	10,3	7 villages	Projet ACTION MANDE
Bacs hors sol de 10m <sup>3</sup> pour la pisciculture	10	6	Etat
GPS Garmin Aproach G80	20	20	Etat

Source : DNP

**Tableau 7: Situation des placements des semences par région effectués par le PUPSAN**

Régions/DRA/ON	Spécifications	Qté prévue (T)	Quantité réceptionnée (T)	Qté Distribuée (T)	% de distribution	Bénéficiaires		
						H	F	T
KAYES	Maïs	10	10	1,2	12	134	93	227
	Tomate	0,019	0,019	0,019	100	353	1257	1610
SIKASSO	Maïs	12	12	12	100	382	218	600
	Pomme de terre	425	425	425	100	977	177	1154
	Tomate	0,024	0,024	0,024	100	101	68	169
KOULIKORO	Maïs	12	12	0	0	0	0	0
	Pomme de terre	60	60	55	91,67	668	601	1269
	Tomate	0,058	0,058	0,058	100	1256	1261	2517
DIOILA	Maïs	10	10	0	0	0	0	0
	Tomate	0,006	0,006	0,006	100	4	596	600
KITA	Maïs	12	12	0,3	2,5	6	0	6
	Tomate	0,012	0,012	0,011	91,67	160	2798	2958
BOUGOUNI	Maïs	12	12	0	0	0	0	0
	Tomate	0,006	0,006	0,006	100	40	74	114
KOUTIALA	Maïs	12	12	4,85	40,42	830	140	970
	Tomate	0,01	0,01	0,01	100	67	133	200
DIST. DE BKO	Tomate	0,005	0,005	0,005	100	0	50	50
TOMBOUCTOU	Blé	105	105	35	33,33	306	131	437
GAO	Blé	6	6	6	100	133	50	183
MENAKA	Blé	1	1	1	100	11	5	16
<b>TOTOL DRA</b>		<b>677,14</b>	<b>677,14</b>	<b>540,49</b>	<b>79,82</b>	<b>5 428</b>	<b>7 652</b>	<b>13 080</b>
ON	Riz	90	90	0	0	0	0	0
	Blé	8	0	0	0	0	0	0
ORS	Riz	30	30	0	0	0	0	0
<b>TOTAL OFFICE</b>		<b>128</b>	<b>120</b>	<b>0</b>	<b>-00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>805,14</b>	<b>797,14</b>	<b>540,48</b>	<b>67,13</b>	<b>5428</b>	<b>7652</b>	<b>13080</b>

Source : PUPSAN

**Commentaires** : sur une prévision de **805,14 tonnes**, les mises en place ont concerné **797,14 tonnes**, soit un taux de réalisation de **99%**. Ce taux s'explique par la non mise en place du blé

à l'Office du Niger (ON) et la non distribution du riz réceptionné à l'ON et à l'Office Riz de Ségou (ORS).

**Les réalisations des Partenaires Techniques et Financiers en matière d'assistance alimentaire et de renforcement des moyens d'existence.**

- L'assistance de la FAO est retracée dans le tableau N°8 ci-dessous.

**Tableau 8: Situation des appuis de la FAO aux populations vulnérables en 2025**

Projets / Régions	Assistance Alimentaire		Résilience			
			Agriculture d'urgence		Kit d'élevage	
	Ménage	Population	Ménage	Population	Ménage	Population
<b>Projet 079/FRA</b>	<b>1 300</b>	<b>7 800</b>	<b>500</b>	<b>3 000</b>	<b>800</b>	<b>4 800</b>
Gao	700	4 200	300	1 800	400	2 400
Kidal	300	1 800	100	600	200	1 200
Ménaka	300	1 800	100	600	200	1 200
<b>Projet 083/AUS</b>	<b>1 650</b>	<b>9 900</b>	<b>650</b>	<b>3 900</b>	<b>1 000</b>	<b>6 000</b>
Tombouctou	850	5 100	350	2 100	500	3 000
Gao	800	4 800	300	1 800	500	3 000
<b>TCP 4003</b>	<b>725</b>	<b>4 350</b>	<b>375</b>	<b>2 250</b>	<b>350</b>	<b>2 100</b>
Tombouctou	725	4 350	375	2 250	350	2 100
<b>Total Général</b>	<b>3 675</b>	<b>22 050</b>	<b>1 525</b>	<b>9 150</b>	<b>2 150</b>	<b>12 900</b>

Source : FAO

**Commentaires :**

- 3 675 ménages, soit 22 050 personnes ont reçu une assistance alimentaire sous forme de transfert monétaire ;
- 1 525 ménages, soit 9 150 personnes ont reçu des appuis en agriculture d'urgence notamment des semences maraichères, des outils de travail et de l'engrais organique ;
- 2 150 ménages, soit 12 900 personnes ont reçu des Kits d'élevages de la FAO, notamment de l'aliment pour le bétail et des traitements pour le bétail.

De plus, un périmètre maraicher de deux hectares a été réalisé à Gao et un forage pastoral à Tombouctou.

- **Les réalisations du PAM ont été les suivantes :**

- **Au titre de l'assistance alimentaire :** sur une prévision de **685 000** personnes à assister, **660 000** personnes ont bénéficié d'une assistance alimentaire, soit 96,35 %. Cette assistance concerne 49% des personnes vulnérables identifiées par l'exercice du CH au titre du PNR 2025 (1 470 114 personnes).
- **Au titre du renforcement des moyens d'existence :**  
Dans le cadre du paquet intégré de résilience (IRP), le PAM a assisté 200 000 personnes sur 229 885, soit un taux de réalisation de 87%.

En outre, 9 300 personnes ont été assistées à travers les activités SAMS et 7 000 personnes à travers les AGR.

- Dans le cadre de l'aide alimentaire, **l'Ambassade de la République Populaire de Chine** a fait un don en numéraire qui a permis l'acquisition de **2 300 tonnes** de céréales.

#### **7.3.4 La Communication :**

L'année 2025 a été très riche en activités de communication au sein du Dispositif National de Sécurité Alimentaire. Ainsi, dès sa validation, la mise en œuvre du Plan de Communication du PNR a débuté avec une série d'activités de communication visant la diffusion et le partage des résultats du cadre harmonisé dans les médias (Presse écrite et audiovisuelle).

Ainsi, les activités réalisées ont porté sur :

- la mise à jour régulière du site web du CSA a permis de renforcer la visibilité et la lisibilité des activités du PNR ;
- l'exploitation d'espaces de communication organisés autour des activités phares du PNR tels que l'émission « l'invité du mois sur l'ORTM », « le débat sur la problématique de la sécurité alimentaire au Mali » ; « le débat sur la situation alimentaire et nutritionnelle » ;
- la production et la diffusion des vidéos de reportages des activités du PNR sur les réseaux sociaux ;
- la communication sur l'assurance sécheresse, son importance, son mécanisme et sa méthodologie d'évaluation (reportage sur les équipes multidisciplinaires sur le terrain) ;
- la publication d'articles de presse périodiques avec le réseau des journalistes partenaires ;
- l'organisation d'interviews, y compris de haut niveau avec le Ministre, Commissaire et certains partenaires, portant sur des thématiques relatives aux activités du PNR et des systèmes alimentaires.

#### **7.3.5 La Gouvernance de la réponse :**

Conformément aux textes régissant le Dispositif National de la Sécurité Alimentaire, le CSA organise chaque année, le Conseil National de Sécurité Alimentaire pour l'approbation du Plan national de Réponses.

Le CNSA réuni le 13 mars 2025, a été précédé par la tenue des organes ci-après :

- le Comité Technique réuni le 28 janvier 2025 ;
- le Comité de Coordination et de Suivi des Politiques et des Programmes de Sécurité alimentaire tenu le 04 février 2025 ;

- la Commission Mixte de Concertation tenue le 18 février 2025.

Dans le cadre de la réponse, le rôle des organes opérationnels du DNSA se résume comme suit :

- OPAM : reconstitution des stocks nationaux (SIE et SNS) ;
- STF : recrutement des transporteurs dans le cadre des DAG ;
- CSA : recrutement et formation des ONG pour le ciblage et la distribution.

Par ailleurs, il est à noter qu'un programme pilote relatif à l'utilisation du Registré Social Unifié dans le cadre du ciblage des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire, a été initié dans les cercles de Yanfolila et de Niono.

### 7.3.6 Le Suivi-évaluation :

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance, diverses initiatives structurantes ont été mises en œuvre afin d'assurer une meilleure coordination des interventions et de consolider le dispositif de suivi-évaluation. Ces mesures contribuent à l'amélioration de la transparence, de l'efficacité et de la redevabilité dans la gestion des programmes et projets. Elles permettent, en outre, de disposer d'outils adéquats pour le suivi des performances, l'analyse des résultats et l'orientation de la prise de décision stratégique.

Les activités de suivi-évaluation ont porté sur :

- le suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées par les organes décisionnels du DNSA (CT, CMC, CCSPPSA, et CNSA) ;
- le suivi des activités relatives à la mise en œuvre du PNR (formation des ONG, remontée des données sur la distribution DAG...) ;
- le suivi à distance des opérations DAG a contribué à améliorer la qualité des interventions ;
- l'enquête sur la satisfaction des bénéficiaires des services de Distributions Alimentaires Gratuites (DAG) et le renforcement des moyens d'existence.

Le tableau N°09 ci-dessous récapitule l'état d'exécution des activités de suivi-évaluation.

**Tableau 9: Réalisation des activités de suivi-évaluation**

N°	Activités	Indicateur	Prévue	Réal.	%	Observations
1.	Réunions du comité de suivi du PNR	Nombre de réunions	6	1	17	Ce taux s'explique par les difficultés de mobilités liées à la perturbation du circuit d'approvisionnement en carburant.

N°	Activités	Indicateur	Prévue	Réal.	%	Observations
2.	Mission d'information et de sensibilisation sur les modalités de mise en œuvre des DAG	Nombre de mission	1	0	0	La mission n'a pu se réaliser en raison de la situation sécuritaire.
3.	Missions du suivi du PNR	Nombre de mission	1	1	100	Les régions couvertes sont : Kayes, Koulikoro, Mopti, Tombouctou et Gao
4.	Missions du suivi des activités de la facilité alimentaire	Nombre de mission	6	6	100	
5.	Révision du Guide méthodologie des DAG	Nombre de révision	1	0	0	Cette activité est reportée à 2026.

## VIII. SITUATION FINANCIERE

La situation financière est détaillée dans les tableaux n° 10 et n° 11 ci-après.

**Tableau 10: Etat d'exécution budgétaire des activités financées par le Budget d'Etat au 31/12/2025 (Chiffres en FCFA).**

N°	DESIGNATION	RESSOURCES BUDGETAIRES 2025 (1)	DEPENSES EFFECTUEES (2)	TAUX D'EX. (3) = (2)/(1)
1	Reconstitution SNS (1)	10 568 750 000	7 305 310 000	69%
2	Achats produits phytosanitaires/Missions	20 000 000	0	0%
3	Reconstitution SIE	7 104 120 000	7 104 120 000	100%
	<b>Total Reconstitution</b>	<b>17 692 870 000</b>	<b>14 409 430 000</b>	<b>82%</b>
4	Facilités alimentaires	1 000 000 000	907 712 530	91%
5	Ciblage et Transport DAG (2)	2 275 549 750	1 055 346 242	46%
6	Suivi-contrôle et Communication	256 290 250	46 909 087	18%
	<b>Total soutien des populations vulnérables</b>	<b>3 531 840 000</b>	<b>1 963 058 772</b>	<b>56%</b>
7	Acquisition d'aliments poisson/ Volaille par le CSA	300 000 000	194 996 000	65%
	<b>Total Renforcement des moyens d'existence</b>	<b>300 000 000</b>	<b>194 996 000</b>	<b>65%</b>
	<b>TOTALGENERAL</b>	<b>21 524 710 000</b>	<b>16 567 484 772</b>	<b>77%</b>

### Commentaires :

Au titre du Budget d'Etat, un montant de **21 524 710 000 FCFA** a été inscrit dans le PNR contre une réalisation de **16 614 484 772 FCFA**, soit un taux d'exécution de 76,97%.

Ce taux s'explique essentiellement par le non-paiement des contrats de reconstitution du SNS, de transport, de ciblage et d'acquisition d'aliment poisson en cours d'exécution.

#### **(1) La ligne reconstitution du SNS se décompose comme suit :**

- Budget 2025 : **7 500 000 000 FCFA** ;
- Montant des contrats d'achat de céréales résiliés en fin 2024 et réattribués : **2 320 590 000 FCFA** ;
- Filet Social : **748 160 000 FCFA**.

#### **(2) La ligne ciblage et transport se décompose comme suit :**

- Budget 2025 : **1 200 000 000 FCFA**
- Montant des contrats de transport et distribution non exécutés en 2024 et réattribués : **128 595 000 FCFA** ;
- Filet Social : **946 954 750 FCFA**.

**Tableau 11: Etat d'exécution budgétaire des activités financées par le PBVE au 31/12/2025**

Composante	Désignation	Prévision (FCA)	Exécution (FCA)	Taux d'exécution (%)
<b>C. Renforcement des moyens d'existence</b>	1.Aménagement des 10 sites (PBVE)	1 282 709 511	<b>1 154 438 560</b>	<b>90</b>
	2. Restauration de terres dégradées (PBVE)	242 925 000	235 425 000	96,91
	3.Dotation des coopératives en kit d'intrants agricoles et petits matériels (PBVE)	126 721 889	126 721 889	100
<b>TOTAL Renforcement des moyens d'existence</b>		<b>1 652 356 400</b>	<b>1 516 585 449</b>	<b>91,78</b>

Au titre du Budget du Projet Brigade Verte pour l'Emploi (PBVE), un montant de **1 652 356 400 FCFA** a été inscrit dans le PNR contre une réalisation de **1 516 585 449 de FCFA**, soit un taux d'exécution de **91,78**.

En outre, dans le cadre de l'aide alimentaire, la coopération chinoise a apporté une contribution financière de **1 127 990 370 FCFA**.

## **IX. PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES, LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS**

### **9.1 Principales difficultés rencontrées :**

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du PNR 2025 sont entre autres :

- l'insuffisance des ressources financières a limité la couverture convenable des réponses. En effet, 22 700 tonnes de céréales ont été distribuées sur un besoin estimé à 46 944 tonnes.
- l'inaccessibilité de certaines zones due à l'enclavement et/ou à l'insécurité.
- la perturbation des circuits d'approvisionnement de carburant depuis septembre 2025.

## 9.2 Leçons apprises et bonnes pratiques :

Les leçons apprises sont entre autres :

- la forte implication des autorités régionales et subrégionales et des forces armées maliennes a permis une meilleure identification des cibles, l'acheminement des vivres et un appui ponctuel à certaines couches spécifiques en situation de vulnérabilité ;
- la planification conjointe a permis à l'ensemble des acteurs d'être au même niveau d'information dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PNR ;
- la diversification des modalités de l'assistance alimentaire à travers le recours à la facilité alimentaire a permis d'améliorer la réponse ;
- la mobilisation et l'entraide des communautés ont permis de renforcer la cohésion sociale et le vivre ensemble.

## 9.3 Recommandations :

Au terme de la mise en œuvre du PNR, la situation alimentaire et nutritionnelle reste à améliorer et nécessite un renforcement de la coordination des activités et de la synergie d'action des acteurs.

Les principales recommandations sont les suivantes :

- effectuer un plaidoyer pour la mobilisation à temps des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des interventions ;
- renforcer les moyens d'existence et mettre en œuvre les activités de relèvement en faveur des populations sous pression ;
- poursuivre et renforcer le mécanisme d'assurance risque saisonnier au profit des populations (sécheresse, inondation et pastoralisme) ;
- élargir les opérations de vente à prix social aux régions ;
- poursuivre le ciblage conjoint à travers l'utilisation du Registre social unifié (RSU) ;
- poursuivre et élargir à d'autres régions les opérations de vente à prix modéré ;
- constituer des réserves afin de répondre convenablement aux multiples sollicitations non planifiées dans la réponse.

## X. CONCLUSION :

La mise en œuvre du PNR a été faite dans un contexte marqué par des difficultés qui sont entre autres la persistance de l'insécurité civile dans le pays, les perturbations des circuits commerciaux, notamment l'approvisionnement en carburant de plusieurs régions du pays depuis septembre 2025. Malgré ce contexte difficile, d'énormes efforts ont été consentis par l'Etat et ses partenaires pour financer les réponses d'atténuation au profit de **1 470 114**

personnes identifiées en insécurité alimentaire (phase 3 à pire) et **451 923** personnes composées d'enfants atteints de MAM et de MAS ainsi que des FEFA.

La forte implication des plus hautes autorités de l'Etat dans les opérations est à saluer car elle a permis l'assouplissement de certaines contraintes et a donné davantage de crédit au processus.

Aussi, l'amélioration de la coordination entre le gouvernement et ses partenaires et l'engagement des acteurs au niveau déconcentré a permis d'adapter la réponse pour mieux couvrir les questions alimentaires et nutritionnelles.

Toutefois, il reste impérieux de mobiliser plus de ressources pour renforcer le financement des activités de résilience et des moyens d'existence au profit des populations vulnérables afin de lutter durablement contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au final, le PNR 2025 a contribué à atténuer les effets de l'insécurité alimentaire dans un contexte particulièrement contraignant. Les résultats sont encourageants en matière d'assistance alimentaire et de résilience agricole, mais les défis financiers, sécuritaires et nutritionnels demeurent importants.